

Document

Washington face à la colère du peuple tunisien

(<http://www.voltairenet.org> - par Thierry Meyssan)

Le 23 janvier 2011

Alors que les médias occidentaux célèbrent la « Jasmine Revolution », Thierry Meyssan dévoile le plan US pour tenter de stopper la colère du peuple tunisien et conserver cette discrète base arrière de la CIA et de l'OTAN. Selon lui, le phénomène insurrectionnel n'est pas fini et la vraie Révolution, tant redoutée par les Occidentaux, pourrait rapidement commencer.



Le général William Ward —ancien responsable de la répression dans les Territoires palestiniens devenu commandant de l'Africom— lors d'une cérémonie en mai 2010. L'armée tunisienne a été réduite au minimum, mais le pays sert de base arrière aux opérations « anti-terroristes » régionales et dispose de ports indispensables au contrôle de la Méditerranée par l'OTAN.

Les grandes puissances n'aiment pas les bouleversements politiques qui leur échappent et contrecarrent leurs plans. Les événements qui ont fait vibrer la Tunisie depuis un mois n'échappent pas à cette règle, bien au contraire.

Il est donc pour le moins surprenant que les grands médias internationaux, suppôts indéfectibles du système de domination mondiale, s'enthousiasment soudainement pour la « Révolution du jasmin » et multiplient les enquêtes et reportages sur la fortune des Ben Ali qu'ils ignoraient jusque là malgré leur luxe tapageur. C'est que les Occidentaux courent après une situation qui leur a glissé des mains et qu'ils voudraient récupérer en la décrivant selon leurs souhaits.

Avant toute chose, il convient de rappeler que le régime de Ben Ali était soutenu par les Etats-Unis et Israël, la France et l'Italie.

Considéré par Washington comme un Etat d'importance mineure, la Tunisie était utilisée au plan sécuritaire, plus qu'économique. En 1987, un coup d'Etat soft est organisé pour déposer le président Habib Bourguiba au profit de son ministre de l'Intérieur, Zine el-Abidine Ben Ali. Celui-ci est un agent de la CIA formé à la Senior Intelligence School de Fort Holabird. Selon certains éléments récents, l'Italie et l'Algérie auraient été associés à cette prise de pouvoir [1].

Dès son arrivée au Palais de la République, il met en place une Commission militaire jointe avec le Pentagone. Elle se réunit annuellement, en mai. Ben Ali, qui se méfie de l'armée, la maintient dans un rôle

marginal et la sous-équipe, à l'exception du Groupe des Forces spéciales qui s'entraîne avec les militaires US et participe au dispositif « anti-terroriste » régional. Les ports de Bizerte, Sfax, Sousse et Tunis sont ouverts aux navires de l'OTAN et, en 2004, la Tunisie s'insère dans le « Dialogue méditerranéen » de l'Alliance.

Washington n'attendant rien de spécial de ce pays au plan économique, il laisse donc les Ben Ali mettre la Tunisie en coupe réglée. Toute entreprise qui se développe est priée de céder 50 % de son capital et les dividendes qui vont avec. Cependant, les choses virent au vinaigre en 2009, lorsque la famille régnante, passée de la gourmandise à la cupidité, entend soumettre aussi les entrepreneurs états-uniens à son racket.

De son côté, le département d'Etat anticipe sur l'inévitable disparition du président. Le dictateur a soigneusement éliminé ses rivaux et ne dispose pas de successeur. Il faut donc imaginer une relève s'il vient à mourir. Une soixantaine de personnalités susceptibles de jouer un rôle politique ultérieur est recrutée. Chacune reçoit une formation de trois mois à Fort Bragg, puis un salaire mensuel [2]. Le temps passe...

Bien que le président Ben Ali poursuive la rhétorique anti-sioniste en vigueur dans le monde musulman, la Tunisie offre diverses facilités à la colonie juive de Palestine. Les Israéliens d'ascendance tunisienne sont autorisés à voyager et à commercer dans le pays. Ariel Sharon est même invité à Tunis.

La révolte

L'immolation par le feu d'un vendeur ambulancier, Mohamed Bouazizi, le 17 janvier 2010, après que sa charrette et ses produits aient été saisis par la police, donne le signal des premières émeutes. Les habitants de Sidi Bouzid se reconnaissent dans ce drame personnel et se soulèvent. Les affrontements s'étendent à plusieurs régions, puis à la capitale. Le syndicat UGTT et un collectif d'avocats manifestent scellant sans en avoir conscience l'alliance entre classes populaire et bourgeoisie autour d'une organisation structurée.

Le 28 décembre, le président Ben Ali tente de reprendre les choses en main. Il se rend au chevet du jeune Mohamed Bouazizi et s'adresse le soir à la Nation. Mais son discours télévisé exprime son aveuglement. Il dénonce les manifestants comme des extrémistes et des agitateurs stipendiés et annonce une répression féroce. Loin de calmer le jeu, son intervention transforme la révolte populaire en insurrection. Le peuple tunisien ne conteste plus simplement l'injustice sociale, mais le pouvoir politique.



Le producteur Tarak Ben Ammar, propriétaire de Nessma TV et associé de Silvio Berlusconi. Il est le cousin de Yasmina Torjman, épouse du ministre français de l'Industrie, Eric Besson.

A Washington, on constate que « notre agent Ben Ali » ne maîtrise plus rien. Le Conseil de sécurité nationale Jeffrey Feltman [3] et Colin Kahl [4] s'accordent à considérer que le moment est venu de lâcher ce dictateur usé et d'organiser sa succession avant que l'insurrection ne se transforme en authentique révolution, c'est-à-dire en contestation du système.

Il est décidé de mobiliser des médias, en Tunisie et dans le monde, pour circonscrire l'insurrection. On focalisera l'attention des Tunisiens sur les questions sociales, la corruption des Ben Ali, et la censure de la presse. Tout, pourvu qu'on ne débâte pas des raisons qui ont conduit Washington à installer le dictateur, 23 ans plus tôt, et à le protéger tandis qu'il s'accapare l'économie nationale.

Le 30 décembre, la chaîne privée Nessma TV défie le régime en diffusant des reportages sur les émeutes et en organisant un débat sur la nécessaire transition démocratique. Nessma TV appartient au groupe italo-

tunisien de Tarak Ben Ammar et Silvio Berlusconi. Le message est parfaitement compris par les indécis : le régime est fissuré.

Simultanément, des experts Etats-uniens (mais aussi Serbes et Allemands) sont envoyés en Tunisie pour canaliser l'insurrection. Ce sont eux qui, surfant sur les émotions collectives, tentent d'imposer des slogans dans les manifestations. Selon la technique des prétendues « révolutions » colorées, élaborée par l'Albert Einstein Institution de Gene Sharp [5], ils focalisent l'attention sur le dictateur pour éviter tout débat sur l'avenir politique du pays. C'est le mot d'ordre « Ben Ali dégage ! » [6].



(Capture d'écran) Le 2 janvier 2010, le groupe Anonymous (un paravent de la CIA) hacke le site internet officiel du Premier ministre et place un message de menace en anglais sur la page d'accueil. Le logo est celui du Parti pirate international, dont le membre tunisien Slim Amanou sera propulsé par l'ambassade US ministre de la Jeunesse et des Sports du « gouvernement d'union nationale ».

Masqué sous le pseudonyme *Anonymous*, le cyber-escadron de la CIA —déjà utilisé contre le Zimbabwe et l'Iran— hacke des sites officiels tunisiens et y installe un message de menace en anglais.

L'insurrection

Les Tunisiens continuent spontanément à braver le régime, à descendre en masse dans les rues, et à brûler commissariats de police et magasins appartenant aux Ben Ali. Avec courage, certains d'entre eux payent le prix du sang. Pathétique, le dictateur dépassé se crispe sans comprendre.

Le 13 janvier, il ordonne à l'armée de tirer sur la foule, mais le chef d'état-major de l'armée de terre s'y refuse. Le général Rachid Ammar, qui a été contacté par le commandant de l'Africom, le général William Ward, annonce lui-même au président que Washington lui ordonne de fuir.

En France, le gouvernement Sarkozy n'a pas été prévenu de la décision états-unienne et n'a pas analysé les divers retournements de veste. La ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, se propose de sauver le dictateur en lui dépêchant des conseillers en maintien de l'ordre et du matériel pour qu'il se maintienne au pouvoir par des procédés plus propres [7]. Un avion cargo est affrété le vendredi 14. Lorsque les formalités de dédouanement sont finies à Paris, il est trop tard : Ben Ali n'a plus besoin d'aide, il a déjà pris la fuite.

Ses amis d'hier, à Washington et Tel-Aviv, Paris et Rome, lui refusent l'asile. Il échoue à Riyad, non sans emporter avec lui 1,5 tonne d'or volée au Trésor public.



Marketing : le logo de la « Jasmine Revolution » apparaît au moment exact de la fuite de Ben Ali. Au centre, on reconnaît le poing levé, symbole ex-communiste utilisé dans toutes les « révolutions » colorées depuis Otpor en Serbie. Vu de Washington, l'important est d'affirmer que les événements sont finis et qu'ils s'inscrivent dans une dynamique internationale libérale. Aussi, le titre est-il inscrit en anglais et le drapeau tunisien est-il réduit à une simple fioriture sur la lettre R.

Du jasmin pour calmer les Tunisiens

Les conseillers en communication stratégique US tentent alors de siffler la fin de la partie, tandis que le Premier ministre sortant compose un gouvernement de continuité. C'est là que les agences de presse lancent l'appellation « Jasmine Revolution » (en anglais s'il vous plaît). Les Tunisiens assurent-elles viennent de réaliser leur « révolution colorée ». Un gouvernement d'union nationale est constitué. Tout est bien qui finit bien.

L'expression « Jasmine Revolution » laisse un goût amer aux Tunisiens les plus âgés : c'est celle que la CIA avait déjà utilisée pour communiquer lors du coup d'Etat de 1987 qui plaça Ben Ali au pouvoir.

La presse occidentale —désormais mieux contrôlée par l'Empire que la presse tunisienne— découvre la fortune mal acquise des Ben Ali quelle ignorait jusque là. On oublie le satisfecit accordé par le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn aux gestionnaires du pays quelques mois après les émeutes de la faim [8]. Et on oublie le dernier rapport de Transparency International qui affirmait que la Tunisie était moins corrompue que des Etats de l'Union européenne comme l'Italie, la Roumanie et la Grèce [9].

Les miliciens du régime, qui avait semé la terreur parmi les civils durant les émeutes les obligeants à s'organiser en comités d'auto-défense, disparaissent dans la nuit.

Les Tunisiens que l'on pense dépolitisés et manipulables après des années de dictature s'avèrent forts matures. Ils constatent que le gouvernement de Mohammed Ghannouchi, c'est « du benalisme sans Ben Ali ». Malgré quelques ravalements de façade, les caciques du parti unique (RCD) conservent les ministères régaliens. Les syndicalistes de l'UGTT, refusent de s'associer à la manip états-unienne et démissionnent des postes qu'on leur a attribués.



Ahmed Néjib Chebbi, un opposant « Made in USA ».

Outre les inamovibles membres du RCD, il reste des gadgets médiatiques et des agents de la CIA. Par la grâce du producteur Tarak Ben Amar (le patron de Nessma TV), la réalisatrice Moufida Tlati devient ministre de la Culture. Moins show-bizz, plus significatif, Ahmed Néjib Chebbi, un pion de la National Endowment for Democracy, devient ministre du Développement régional. Ou encore, l'obscur Slim Amanou, un blogueur rompu aux méthodes de l'Albert Einstein Institute, devient ministre de la Jeunesse et des Sports au nom du fantomatique Parti pirate relié à l'auto-proclamé groupe *Anonymous*.



Le vrai siège du pouvoir n'est plus au Palais de la République, mais à l'ambassade des Etats-Unis. C'est ici que l'on a composé le gouvernement Ghannouchi. Située hors de Tunis, dans un vaste campus barricadé, l'ambassade est un gigantesque blockhaus hautement sécurisé qui abrite les postes centraux de la CIA et du MEPI pour l'Afrique du Nord et une partie du Levant.

Bien entendu, l'ambassade des Etats-Unis n'a pas sollicité le Parti communiste pour faire partie de ce soi-disant « gouvernement d'union nationale ».

A l'inverse, on fait revenir de Londres, où il avait obtenu l'asile politique, le leader historique du Parti de la Renaissance (Ennahda), Rached Ghannouchi. Islamiste ex-salafiste, il prêche la compatibilité de l'islam et de la démocratie et prépare depuis longtemps un rapprochement avec le Parti démocrate progressiste de son ami Ahmed Néjib Chebbi, un social-démocrate ex-marxiste. Dans le cas d'un échec du « gouvernement d'union nationale », ce tandem pro-US pourrait fournir une illusion de rechange.

Une nouvelle fois, les Tunisiens se soulèvent, élargissant eux-mêmes le mot d'ordre qu'on leur avait soufflé : « RCD dégage ! ». Dans les communes et les entreprises, ils chassent eux-mêmes les collaborateurs du régime déchu.

Vers la Révolution ?

Contrairement à ce qui a été dit par la presse occidentale, l'insurrection n'est pas encore terminée et la Révolution n'a pas encore commencée. Force est de constater que Washington n'a rien canalisé du tout, hormis les journalistes occidentaux. Plus encore aujourd'hui que fin décembre, la situation est hors de contrôle.

Notes.

[1] Déclarations de l'amiral Fulvio Martini, alors chef des services secrets italiens (SISMI).

[2] Témoignage direct recueilli par l'auteur.

[3] Assistant de la Secrétaire d'Etat pour les Affaires proche-orientales.

[4] Assistant adjoint du secrétaire à la Défense pour le Proche-Orient.

[5] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2007.

[6] « La technique du coup d'État coloré », par John Laughland, *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2010.

[7] « Proposition française de soutenir la répression en Tunisie », par Michelle Alliot-Marie, *Réseau Voltaire*, 12 janvier 2011.

[8] Vidéo.

[9] « Corruption perception index 2010 », Transparency International.